

CLIMAT ANALYSE

Inondations, mégafeux, sécheresses : le bilan climatique catastrophique de 2022

Cette année, considérée comme la plus chaude jamais enregistrée, a été meurtrie par de nombreuses catastrophes climatiques partout dans le monde. Avec un constat lancinant : ceux qui contribuent le moins aux dérèglements sont ceux qui en souffrent le plus. Malgré une prise de conscience citoyenne généralisée, les décisions politiques prises au cours de COP décevantes ne présagent rien de bon pour les prochaines années.

Jade Bourgery

30 décembre 2022 à 10h34

nondations tragiques <u>au Pakistan</u> et en Corée du Sud, <u>mégafeux</u> ravageurs dans plusieurs régions françaises, <u>canicules mortelles</u>, ouragans destructeurs aux États-Unis, sécheresses généralisées... Le bilan climatique de <u>2022</u> ressemble à s'y méprendre à <u>celui de 2020</u>. À croire que rien n'aurait changé ?

Depuis cette année, les actions des collectifs de militants défenseurs de l'environnement se multiplient. Que ce soit par des jets de soupe sur des tableaux, blocages de périphériques ou manifestations autour des <u>mégabassines</u>, le mouvement citoyen s'amplifie et ne cesse de redoubler d'inventivité pour interpeller public et politiques sur le dérèglement climatique en cours.

Les scientifiques alertent aussi. Dans le <u>premier volet</u> du rapport 2022 du Giec publié en 2021, le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat signale que la dégradation était plus rapide que prévu. Afin d'éviter un point de non-retour, son <u>deuxième volet</u>, diffusé en février 2022, dresse la liste de ses préconisations pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C comme convenu avec l'accord de Paris. Un objectif qui semble s'éloigner de plus en plus.

L'année la plus chaude jamais enregistrée

Dans <u>son rapport</u> annuel sorti à l'occasion du lancement de la COP27 à Charm el-Cheik (Égypte), l'Organisation météorologique mondiale (OMM) établie que ses huit dernières années sont en passe de devenir les plus chaudes jamais enregistrées. En moyenne, entre 2013 et 2022, la température a été supérieure de 1,14 °C tandis que le sixième rapport du Giec prévoyait une augmentation de 1,09 °C.

« Plus le réchauffement climatique est important, plus les impacts sont graves. Les concentrations atmosphériques de dioxyde de carbone sont si élevées que le seuil de 1,5 °C fixé par l'accord de Paris est à peine à notre portée », déplore Petteri Taalas, secrétaire général de l'OMM.

Cette année, les glaciers suisses ont perdu 6 % de leur volume et dans les Alpes, le glacier Blanc a fondu de cinq mètres d'épaisseur cet été. C'est aussi le cas de ceux du <u>nord du Pakistan</u>, qui menacent les populations locales et le pays tout entier.



Incendies de juillet 2022 à Landiras en Gironde. © Laurent Perpigna Iban / Hans Lucas via AFP

Des vagues de chaleur ont concerné 55 % de la surface océanique, toujours selon le rapport de l'OMM. Seulement 22 % du globe a subi une vague de froid, sans compter celle touchant actuellement les États-Unis.

Cette hausse des températures va de pair avec les faibles précipitations en Afrique de l'Est. D'après l'ONU, 22 millions de personnes requièrent <u>une aide alimentaire d'urgence</u>.

En France, 1 500 records de chaleur mensuels ont été battus (excepté en janvier et en avril) selon la dernière <u>étude</u> <u>d'attribution</u> de Météo France. Et cet automne a été le plus chaud jamais enregistré. « *Une situation inédite jusque-là qui deviendra classique en 2050* », alerte l'institution. L'extrême canicule qui a sévi cet été sur l'Hexagone a entraîné <u>10 000 décès en plus</u> et des <u>restrictions d'eau</u> sont toujours en vigueur dans le pays pour cause de nappes phréatiques à sec.

« Trop souvent, ce sont ceux qui contribuent le moins au changement climatique qui en souffrent le plus, comme nous l'avons vu avec les terribles inondations au Pakistan et la sécheresse meurtrière qui sévit depuis longtemps dans la Corne de l'Afrique, déplore Petteri Taalas. Toutefois, cette année, même les sociétés bien préparées ont été ravagées par les extrêmes, tels que les vagues de chaleur et les sécheresses prolongées dont ont pâti une grande partie de l'Europe et le sud de la Chine. »

Toujours plus de gaz à effet de serre

En cause de ce réchauffement climatique selon l'OMM, « une concentration de gaz à effet de serre (dioxyde de carbone, méthane et protoxyde d'azote) qui a battu des records en 2021 et qui continue d'augmenter ».

Le <u>rapport 2022</u> de l'ONU (en anglais) constate qu'aucune voie crédible n'est en place pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris, mis à jour après la COP26 de Glasgow (Écosse). Au contraire, les politiques en place laissent présager une hausse des températures de 2,8 °C d'ici à la fin du siècle. Avec les engagements déjà entrepris, seule une réduction autour de 2,4 et 2,6 °C serait possible.

Plus inquiétant encore : une équipe, composée du CNRS, de Météo France et du Centre européen de recherche et de formation avancée en calcul scientifique, <u>a estimé</u> que d'ici à 2100, l'augmentation des températures pourrait aller jusqu'à 3,8 °C dans le cas d'un scénario d'émissions modérées de gaz à effet de serre.



Protestation des jeunes pour le climat à Paris. © Pierre Larrieu / Hans Lucas / Hans Lucas via AFP

En 2022, Total a continué ses projets pharaoniques et écocidaires, désastreux sur le plan <u>humain</u>, <u>écologique</u> et <u>climatique</u>. En pleine COP27, l'ONG Oil Change International révèle que des nouveaux projets gaziers et pétroliers approuvés cette année et susceptibles d'être validés dans les trois prochaines années pourraient émettre 70 milliards de tonnes de CO₂ supplémentaires dans l'atmosphère. L'équivalent de 468 centrales à charbon.

Tandis que l'Union européenne s'est engagée à réduire sa consommation de gaz de 30 %, l'organisation américaine Global Energy Monitor <u>a rapporté</u> que vingt-six nouveaux projets de <u>terminaux de gaz naturel liquéfié</u> ont été annoncés en Europe depuis le début de la guerre en Ukraine.

Et le charbon est toujours massivement utilisé dans le monde. Sa consommation a même <u>augmenté d'1,2 %</u> en 2022 par rapport à l'année précédente.

La France est loin de faire partie des bons élèves en matière d'émission carbone. Le Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique a publié le 16 décembre <u>son baromètre</u> des émissions mensuelles. Le constat est sans appel : le pays a rejeté presque autant de gaz à effet de serre sur les neuf derniers mois de l'année 2022 que l'année précédente.

COP décevantes

Les COP de cette année, aussi bien pour le climat que la biodiversité, sont loin d'avoir fait l'unanimité auprès des associations et organisations écologistes. En Égypte, Saoudiens et Russes ont freiné les pourparlers autour de la décision finale de la COP27, refusant toute mention des énergies fossiles dans le texte final. Seule la création d'un fonds pour les dégâts irréversibles causés par le réchauffement pour les pays les plus vulnérables a été saluée (accéder à notre dossier sur la COP 27).

En coulisses, ce ne sont pas moins de 636 lobbyistes des industries fossiles qui se sont activés pour le *business as usual* fossile, c'est-à-dire le maintien des entreprises engagées dans les énergies fossiles dans les portefeuilles d'actions des investisseurs institutionnels.



Peuples indigènes en manifestation à la COP15. © Andrej Ivanov / AFP

Pour Fanny Petitbon, responsable plaidoyer climat de l'ONG CARE, <u>interrogée</u> par Mediapart : « *Cela revient à remplir un tonneau percé avec une passoire : si les États ne sont pas prêts à faire les efforts indispensables pour mettre*

Inondations, mégafeux, sécheresses : le bilan climatique catastr...

fin à l'exploitation des fossiles, les impacts et les pertes et dommages irréversibles ne feront que s'intensifier. »

Côté biodiversité, la COP15 s'est montrée finalement <u>assez décevante</u> pour les organisations de protection du vivant, alors même que biodiversité et climat sont intimement liées. António Guterres, secrétaire général de l'ONU avait notamment alerté : « Avec notre appétit sans limite pour une croissance économique incontrôlée et inégale, l'humanité est devenue une arme de destruction massive. »

Incendies, canicules, inondations, ouragans et sécheresses, le bilan 2023 sera-t-il à nouveau le même?

Jade Bourgery

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Stéphane Alliès et Carine Fouteau

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€. RCS Paris 500 631 932.

Numéro de CPPAP: 1224Y90071

Nº ISSN: 2100-0735

Conseil d'administration : Fabrice Arfi, Jean-René Boisdron, Carine Fouteau, Edwy Plenel, Sébastien Sassolas, James Sicard, Marie-Hélène Smiéjan.

Actionnaires directs et indirects : Société pour l'Indépendance de Mediapart, Fonds pour une Presse Libre, Association pour le droit de savoir

Rédaction et administration : 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris

Courriel: contact@mediapart.fr Téléphone: + 33 (0) 1 44 68 99 08

Propriétaire, éditeur, imprimeur : Société Editrice de Mediapart

 $\textbf{Abonnement}: pour \ toute \ information, \ question \ ou \ conseil, \ le \ service \ abonn\'es$

de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse :

serviceabonnement@mediapart.fr ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 11 place Charles de Gaulle 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.

5 sur 5